
Note conceptuelle : 3^e Conférence africaine sur la dette et le développement (AfCoDD III)

« Les 4R pour l'Afrique : le faiseur de règles : Réimaginer, Repenser, Réorganiser et Remobiliser pour un ordre mondial africain ».

Du 30 août au 1^{er} septembre 2023, Dakar, SENEGAL

1. Introduction

Le Forum et réseau africain sur la dette et le développement (AFRODAD) et ses partenaires organisent la troisième édition de la Conférence africaine sur la dette et le développement (AfCoDD III) qui se tiendra du 30 août au 1^{er} septembre 2023 à Dakar, au Sénégal. Lancé en août 2021, l'AfCoDD est l'un des trois programmes phares d'AFRODAD qui vise à rassembler **tous les citoyens africains** pour discuter, débattre et décider de la voie de l'Afrique vers l'autodétermination économique, politique et sociale.

- **22 pays africains sont identifiés par le FMI comme étant déjà en situation de surendettement ou présentant un risque élevé de surendettement.**
- **Depuis 2010, la dette publique de l'Afrique subsaharienne a plus que triplé. La dette publique extérieure totale de l'Afrique s'élevait à 726 milliards de dollars en 2021.**
- **Le déficit budgétaire s'est creusé pour atteindre 5,2 % du PIB en 2022, alors qu'il était estimé à 4,8 % du PIB en 2021.**
- **Le ratio médian de la dette publique au PIB passera de 32 % en 2010 à 57 % en 2022 (56 % en Afrique de l'Ouest et centrale ; 64 % en Afrique de l'Est et australe).**
- **Les pays africains ont une dette de 644,9 milliards de dollars envers leurs créanciers extérieurs en 2021.**
- **Les pays africains paieront 68,9 milliards de dollars de service de la dette en 2023.**
- **La dette des pays africains équivaut à 24,0 % de leur PIB combiné en 2021.**
- **Entre 2019 et 2020, les pays d'Afrique subsaharienne ont transféré 10,5 milliards de dollars et 1,04 milliard de dollars à leurs prêteurs privés et chinois, respectivement.**
- **Les données de la Banque mondiale, ajustées par Fitch pour élargir l'ensemble des données, indiquent que le total des paiements au titre du service de la dette extérieure dus l'année prochaine par les États souverains de l'Afrique subsaharienne notés par Fitch atteindra 22,3 milliards d'USD, contre 21,4 milliards d'USD en 2022*.**
- **Dix-huit millions de personnes supplémentaires tomberont dans la pauvreté en 2022, alors que la Covid-19, la guerre en Ukraine et le changement climatique enferment des millions de pauvres dans des situations de vulnérabilité. Environ 546 millions d'Africains vivent dans l'extrême pauvreté.**
- **Sur les 388 millions de femmes qui vivent dans l'extrême pauvreté dans le monde, 244 millions sont originaires d'Afrique subsaharienne**.**

(* [Fitch Ratings](#) – SSAx = Afrique subsaharienne à l'exclusion de l'Afrique du Sud. Ces chiffres excluent la Zambie (défaut restreint) et le Ghana (CC), en raison de l'incertitude quant à l'impact de la restructuration de la dette sur les paiements du service de la dette).

** ONU Femmes <https://data.unwomen.org/features/poverty-deepens-women-and-girls-according-latest-projections>

Voici les chiffres :¹

La polycrise à laquelle l'Afrique est confrontée est en train d'inverser les gains durement acquis en matière de réduction de la pauvreté en Afrique, alors que les programmes de consolidation fiscale et

¹ Diverses sources, dont la carte thermique de la dette d'AFRODAD, la Banque africaine de développement, le Fonds monétaire international, ONE Data, Finance Development Lab et la Banque mondiale.

d'austérité dominant la politique macroéconomique.¹ Même avec des programmes d'allègement de la dette tels que l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD), le cadre commun du G20 et les droits de tirage spéciaux du FMI, de nombreux pays africains sont tenus d'assurer le service de la dette bilatérale et de la dette du secteur privé, ce qui les empêche de répondre aux pressions socio-économiques nationales et, en fait, de désinvestir dans les services publics. Paradoxalement, bien qu'ils soient créanciers nets du reste du monde, les pays africains rapatrient des revenus indispensables vers les pays développés sous forme de service de la dette, de transfert de bénéfices, d'exportations de matières premières et d'importations de produits finis, le tout couplé à un commerce intérieur limité qui limite encore la capacité du continent à fournir des services essentiels à ses citoyens, y compris des investissements indispensables dans les filets de sécurité sociale.

Cela confirme la position de la société civile africaine sur la fracture de l'architecture financière et de la dette mondiale qui donne la priorité aux profits plutôt qu'aux personnes, les Africains étant affectés de manière disproportionnée.

Le mode de crise perpétuel de l'Afrique et son approche de l'élaboration des politiques fondée sur la dépendance doivent donc être repensés. Lors de [l'AfCoDD II, le discours d'ouverture a affirmé](#) que si la dette n'était pas mauvaise en soi, sous sa forme actuelle, elle perpétuait la colonisation de l'Afrique. C'est la variable la plus importante qui a eu un impact sur la manière dont le néocolonialisme s'est implanté sur le continent africain. Pour échapper à ce cercle vicieux, l'Afrique doit trouver des moyens de sortir du court-termisme de la planification macroéconomique, d'améliorer la production et l'industrialisation, d'accroître la mobilisation des ressources nationales et de renforcer l'agence africaine tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. À un niveau plus fondamental, ce débat problématise la fonction de la dette et les différences de pouvoir qui y sont liées dans le capitalisme tardif et remet en question les paradigmes de développement, notamment le régime hégémonique de développement axé sur les infrastructures, qui ont maintenu la dépendance financière de l'Afrique jusqu'aux années 2020, réduisant ainsi les possibilités² de GDR sur le continent.

Pour réaliser ces quatre propositions, l'AfCoDD III présente les « **4R pour l'Afrique faiseur de règles : Réimaginer, Repenser, Réorganiser et Remobiliser pour un ordre mondial africain** ».

En collaboration avec ses partenaires, AFRODAD vous souhaite la bienvenue à AfCoDD III ! La page web de la conférence est disponible [ici](#).

2. Contexte

Au début de l'année 2023, la République du Ghana est devenue le quatrième pays africain (cinquième au niveau mondial) à demander à bénéficier du cadre commun du G20 pour l'allègement et la restructuration de la dette. Cette demande est intervenue à la suite du [défaut de paiement du pays sur son euro-obligation](#) et s'est rapidement accompagnée d'une [dégradation de la note par l'agence de notation Fitch](#). Les républiques du Tchad, de l'Éthiopie et de la Zambie ont subi le même sort depuis 2020. Sur l'ensemble du continent, plusieurs pays commencent à présenter des symptômes similaires qui indiquent soit un défaut de paiement, soit la nécessité d'appliquer le Cadre commun du G20. La situation est plus grave qu'il n'y paraît. Le fardeau de la dette de l'Afrique devient directement un fardeau pour les Africains qui doivent payer le prix d'emprunts irresponsables et de prêts tout aussi irresponsables. Pourtant, malgré le fardeau de la dette, des institutions comme le Fonds monétaire international (FMI) continuent d'accorder des prêts à nos

² Dette, détresse, dépossession : vers une économie politique critique de la dépendance financière de l'Afrique par Tim Zajontz ; Pages 173-183

gouvernements africains sous le couvert de prêts « hautement concessionnels ». Dans ce contexte, ils ont également lancé une stratégie de genre, mais les mêmes impacts économiques violents sur le continent et les femmes se poursuivent. L'Afrique est prise dans un piège de la dette qui va au-delà de la contraction de la marge de manœuvre budgétaire. L'Afrique est prise au piège d'une faible capacité de production, ancrée dans l'ordre économique néolibéral qui bloque toute tentative de l'Afrique de produire et de transformer ses économies en centres industriels et manufacturiers pour la production mondiale.

Les contraintes de l'Afrique sont à la fois historiques et contemporaines. L'ordre colonial et néocolonial se poursuit par le biais d'une diplomatie douce et d'une dépendance au goutte-à-goutte sous la forme d'une aide publique au développement, d'investissements directs étrangers et de promesses de milliards de la part du secteur privé de l'hémisphère nord, enrobés d'interventions politiques qui ont apparemment visé à créer un environnement hospitalier pour les capitaux étrangers qui entrent et sortent d'Afrique en conservant un minimum de valeurs sur le continent. ***On a longtemps affirmé que cet extractivisme dans les conseils politiques contribuait au sous-développement du continent.*** Les problèmes actuels découlent de la mondialisation et de l'intégration de l'Afrique dans une architecture qui favorise les pays plus grands et plus riches, ainsi que des règles mondiales qui profitent aux pays du Nord. Les séquelles de Covid-19 se font encore sentir sur le continent : l'activité économique n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie ; le conflit en cours en Europe perturbe les chaînes d'approvisionnement alimentaire, ce qui démontre la vulnérabilité de l'Afrique ;³ la hausse des taux d'intérêt mondiaux augmente le coût de la dette et du service de la dette, ce qui pèse sur les budgets nationaux déjà très sollicités ; l'invisibilisation du travail des femmes en tant que fondement des économies ; et l'urgence climatique persistante à laquelle l'Afrique a peu contribué, mais pour laquelle on s'attend à ce qu'elle fasse tout son possible. Selon les [Perspectives économiques macroéconomiques en Afrique 2022, les perspectives](#) de l'Afrique sont menacées. Dans ces conditions, les risques de défaut de paiement de la dette pourraient augmenter dans certains pays africains. Sur le plan politique, les événements récents au Soudan, au Mali, au Burkina Faso et au Tchad sont tout aussi préoccupants. Les élections nationales prévues dans 30 pays africains en 2023 et 2024 pourraient accroître l'incertitude quant à la poursuite de la politique macroéconomique et affaiblir le sentiment des investisseurs.

L'architecture financière mondiale n'est pas adaptée aux besoins de l'Afrique et des Africains⁴. Selon les Perspectives économiques en Afrique 2022, ***quinze millions de personnes supplémentaires sont tombées dans l'extrême pauvreté en Afrique en raison de la hausse des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires en 2022***, ce qui a aggravé l'augmentation de l'extrême pauvreté induite par la pandémie de Covid-19. Les Perspectives économiques régionales pour l'Afrique 2023 du FMI montrent que ***la dette publique et l'inflation*** atteignent des niveaux jamais vus depuis des décennies, avec une inflation à deux chiffres dans près de la moitié des pays, « ***érodant le pouvoir d'achat des ménages et frappant les plus vulnérables*** ». ***Nous savons que ce sont les femmes qui portent le fardeau de l'entretien des ménages et que, par conséquent, l'impact sur les femmes africaines reste inévitablement disproportionné.*** Dans ce contexte, la reprise économique de l'Afrique a été interrompue. Le resserrement du financement affectera également les perspectives à

³ Les taux d'intérêt élevés, en particulier aux États-Unis, tendent à entraîner une augmentation du coût du service de la dette, étant donné que de nombreux pays africains détiennent une dette libellée en dollars. Cette tendance risque d'entraîner le glissement de certains pays vers un risque élevé de surendettement.

⁴ <https://blogs.lse.ac.uk/covid19/2020/07/28/sub-saharan-countries-are-taking-on-more-debt-and-women-will-bear-the-brunt-of-repaying-it/>

plus long terme de la région. Le rapport du FMI confirme également : « **Une pénurie de financement pourrait contraindre les pays à réduire les ressources allouées à des secteurs de développement essentiels tels que la santé, l'éducation et les infrastructures, ce qui affaiblirait le potentiel de croissance de la région.** »⁵ ii

Il est temps que les pays africains prennent leur destin en main en envisageant, contre vents et marées, d'aligner les flux financiers de manière à promouvoir un développement inclusif et une transformation structurelle durable du continent sans aggraver ses vulnérabilités. Celui qui est imprégné des idéaux du premier mouvement panafricain de libération. L'heure est venue pour l'Afrique de créer des règles et non d'en imposer !

3. Voix des désillusionnés VS Voix du mécontentement ...

« **Il n'y a pas de crise de la dette... les niveaux d'endettement ne sont pas aussi élevés qu'ils l'étaient avant les PPTE et l'IADM...** » (Les responsables du FMI parlent des réunions de printemps d'avril 2023 et des réunions ECOSOC des Nations unies d'avril 2023).

« **Ceux qui critiquent la mondialisation sont des fous** » (Directeur général du FMI lors du dialogue de haut niveau sur l'intégration commerciale en Afrique – Libérer le potentiel du continent dans un monde en mutation, Kenya 2023)

« **Les institutions financières multilatérales telles que la Banque mondiale et le FMI ont besoin d'un nouveau départ** » ([Achim Steiner, administrateur du Programme des Nations unies pour le développement](#))

Les accords de Bretton Woods, qui ont donné naissance à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI), « **ne servent plus au XXI^e siècle l'objectif qu'ils ont servi au XX^e siècle...** » ([Mia Motley, Premier ministre de la Barbade, 2023](#)).

« **Lorsque nous voyons la pauvreté et la faim augmenter dans le monde.... Lorsque les pays en développement sont contraints de payer des coûts d'emprunt cinq fois plus élevés que les économies avancées... Lorsque les pays vulnérables à revenu intermédiaire se voient refuser des financements à des conditions préférentielles et un allègement de la dette... Lorsque les 1 % les plus riches ont accaparé près de la moitié de toutes les nouvelles richesses au cours de la dernière décennie... Quelque chose ne va pas fondamentalement dans notre système économique et financier. L'architecture financière mondiale est au cœur du problème. Elle devrait être le moyen par lequel la mondialisation profite à tous. Or, elle est en train d'échouer. Un nouvel engagement à placer les besoins dramatiques des pays en développement au centre de toutes les décisions et de tous les mécanismes du système financier mondial** ». ([António Guterres, secrétaire général des Nations unies, 2023](#))

« **Nous demandons [une architecture financière gagnant-gagnant](#) qui mette tout le monde d'accord** »... « **Il est nécessaire de revoir le système financier actuel pour qu'il serve ses objectifs. Je ne pense pas que le mot réforme soit le bon. Nous avons besoin d'une [nouvelle architecture](#) pour répondre au changement climatique** » (William Ruto, président du Kenya).

« **Les crises mondiales convergentes de Covid-19, du climat et de la faim ont démontré que le système financier mondial actuel n'est pas à la hauteur...** » ([Mia Motley, Premier ministre de la Barbade, et Hakainde Hichilema, Président de la Zambie, 2022](#))

⁵ <https://www.imf.org/en/Publications/REO/SSA/Issues/2023/04/14/regional-economic-outlook-for-sub-saharan-africa-april-2023#Chapters>

« La Zambie s'associe donc à votre appel à réformer le système financier international, afin qu'il soutienne une croissance économique durable, inclusive et équitable, la création d'emplois ainsi que l'éradication de la pauvreté et le renforcement de la sécurité alimentaire » ([Président zambien Hakainde Hichilema, 2023](#)).

4. Les 4R pour l'Afrique : le faiseur de règles : *Réimaginer, Repenser, Réorganiser et Remobiliser pour un ordre mondial africain*

L'architecture financière mondiale n'a pas besoin d'une simple évolution,⁶ mais d'une transformation radicale. L'architecture financière n'est pas seulement une question de finance, elle concerne la politique étrangère dans la mesure où l'Afrique interagit dans un monde de plus en plus interconnecté. Dans le Nord global, la politique étrangère est profondément ancrée dans la politique économique et commerciale internationale, tout comme elle est profondément enracinée dans la politique de sécurité et la politique de coopération au développement. Deux grandes tendances en témoignent : (i) le glissement progressif vers la droite de nombreuses démocraties du Nord et l'émergence de nouveaux acteurs dans l'économie mondiale ; et (ii) la pandémie mondialeⁱⁱⁱ et le conflit en Europe, qui ont vu se croiser les diplomaties économique, étrangère et de sécurité, qu'il s'agisse de la production de vaccins ou de sanctions. En tant que telle, si nous voulons que « l'Afrique fasse la loi et non la prenne », il est impératif qu'elle se dote d'une politique étrangère. Timothy Murithi pose cette question pertinente pour l'AfCoDD III : « *Pour y parvenir, nous devons nous demander si nous avons été en mesure de consolider la position de notre politique étrangère sur le continent et dans le monde afin de promouvoir notre intérêt national. En d'autres termes, comment distinguer notre analyse de l'équilibre des forces dans le monde et leur impact sur notre politique étrangère ?* »⁷

Les 4R pour l'Afrique, le faiseur de règles est plus qu'un slogan pour AfCoDD III. Il s'agit d'un ensemble de conditions qui nous font prendre conscience du potentiel du continent.

RÉIMAGINER – *Qui est l'Afrique quand elle fait les règles ?*

Le slogan « des milliards aux billions » a été utilisé pour indiquer le montant des financements nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. *Mais que se passerait-il si, en tant qu'Africains, nous réimaginions notre propre concept de transformation de milliards en billions, qui ne soit pas enfermé dans un cadre néolibéral et néocolonial qui investit des milliards mais extrait des billions de l'Afrique ?*

⁶ <https://www.imf.org/en/News/Podcasts/All-Podcasts/2021/03/22/jason-braganza>

⁷ L'ordre de l'oppression La quête africaine d'un nouveau système international Timothy Murithi, <https://www.foreignaffairs.com/africa/global-south-un-order-oppression>

Selon le 2022 Africa Wealth Report, la richesse totale investissable sur le continent s'élève à 2,4 billions de dollars. À lui seul, ce chiffre noie les allocations d'APD, d'IDE, d'allègement de la dette et de DTS que l'Afrique reçoit. La structure de l'économie nationale et continentale est définie par un développement qui s'appuie fortement sur des fonds empruntés, une faible mobilisation des ressources nationales pour financer les budgets nationaux, une mauvaise gouvernance des ressources minérales et

un faible effet de levier en faveur du développement, ce qui entraîne une perte de revenus. Le manque d'imagination ou de réflexion sur la manière dont l'Afrique peut utiliser ses propres richesses est en partie dû à une architecture mondiale truquée ainsi qu'à la faiblesse des institutions, des mécanismes de responsabilisation en matière de dette publique, à de mauvais choix d'investissement et à une corruption endémique qui aggravent les problèmes posés par une gestion inefficace de la dette publique.

En conséquence, les pays africains ont été contraints de continuer à emprunter et à traiter avec un nouveau paysage de créanciers plus axés sur le profit qu'auparavant et caractérisés par des pratiques de prêt prédatrices qui ont également profité de notations de crédit généreuses qui ne sont guère compatibles avec les difficultés économiques de l'Afrique et qui ignorent les risques d'une faible viabilité de la dette.

REIMAGINER implique de permettre à l'esprit de s'aventurer et d'explorer des domaines et des questions rarement abordés dans la poursuite de l'émancipation économique, politique et sociale. Par exemple, en 2021, la [population féminine s'élevait à 50,17 %](#) pour 53 pays africains, tandis que plus de [60 % de la population africaine était âgée de moins de 25 ans](#). D'ici 2030, [les jeunes Africains](#) devraient représenter 42 % de la jeunesse mondiale. **La réimagination exige que nous acceptions que l'avenir de l'Afrique soit assuré par les femmes et les jeunes.** L'Afrique est réputée avoir le taux le plus élevé de femmes créant des entreprises, le Global Entrepreneurship Monitor 2021/22 Women's Entrepreneurship Report révélant que les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'être chefs d'entreprise. Les femmes en Afrique contribuent également de manière significative et sous de multiples formes à la création générale de richesses sur le continent, par exemple par le biais des dépenses de consommation, de la participation à la main-d'œuvre et de la propriété d'entreprises, et les femmes entrepreneurs sont le moteur de l'innovation et de la croissance économique. Il serait merveilleux de voir les femmes d'Afrique se lancer dans l'écotourisme et transformer leurs petites exploitations agricoles en de formidables entreprises.

REPENSER – Où est l'Afrique si elle ne dépend pas de l'ordre économique et politique néolibéral ?⁸

Au cœur de la situation actuelle de l'Afrique en matière de dette se trouvent des inégalités à plusieurs niveaux et des problèmes de gouvernance de la dette qui doivent être résolus. Au niveau

Réimaginer les milliards de l'Afrique en billions

2,4 billions de dollars – Total de la richesse investissable détenue sur le continent.

138 000 – Millionnaires vivant en Afrique, chacun disposant d'une fortune de 1 million USD ou plus.

328 – Centi-millionnaires vivant en Afrique, chacun disposant d'une fortune de 100 millions de dollars ou plus.

23 – Milliardaires vivant en Afrique, chacun disposant d'une fortune de 1 milliard USD ou plus

⁸ <https://www.afronomicslaw.org/2020/05/22/pandebtmic-potential-impact-of-the-covid-19-pandemic-in-kenya/>

mondial, il existe une inégalité dans la manière dont les décisions sont prises. Cette inégalité est ancrée dans les approches néolibérales et néocoloniales, qui partent du principe qu'un petit nombre peut établir des règles pour le plus grand nombre.^{iv} Par l'intermédiaire du Conseil de sécurité des [Nations unies](#), en particulier, la Chine, la France, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis ont exercé une influence considérable sur les nations africaines et ont relégué les gouvernements africains au rang de simples spectateurs de leurs propres affaires.⁹ Au niveau national, le secteur privé s'est emparé du contrat social des citoyens, ce qui menace d'éroder la cohésion sociale et le contrat social, de renforcer l'insécurité et de freiner la croissance de la productivité. La combinaison de ces facteurs mondiaux et nationaux fait que l'Afrique reste un acteur périphérique dans une économie mondiale où elle est le principal contributeur aux échanges et au commerce internationaux. Par rapport à ses vastes gisements de ressources naturelles, la pénétration des exportations africaines sur les marchés internationaux est freinée par des politiques industrielles qui ne soutiennent pas la concurrence et l'ajout de valeur à ses produits primaires. Le rôle de l'État, qui consiste à permettre au secteur privé et au secteur public de contribuer à la fourniture de services et à la croissance de la productivité en Afrique, est compromis par l'érosion de la base de revenus des entreprises étrangères. **REPENSER** notre structure économique, c'est comprendre que les petites et moyennes entreprises en Afrique sont considérées comme l'épine dorsale des économies africaines. Elles représentent environ 90 % de toutes les entreprises privées et plus de 60 % des emplois dans la plupart des pays africains (ITC, 2018).¹⁰ L'erreur consistant à renoncer à la mobilisation des recettes fiscales pour attirer les investissements directs étrangers a été mise en évidence. Malgré de généreuses exonérations fiscales, exemptions et congés, la contraction des IDE depuis 2016 peut être attribuée à la baisse et à la volatilité des prix internationaux des produits extractifs, ainsi qu'à l'insuffisance des investissements dans les champs pétroliers d'exploration et de production nouveaux ou arrivés à maturité.¹¹

REPENSER l'ordre économique africain nécessite de s'éloigner de la production et de l'exportation de produits de base. Il faut mettre fin aux approches basées sur le marché pour attirer les investissements. Et il faut une approche étatique qui se concentre sur le progrès interne du continent et de ses habitants. L'appréciation de cette notion est confirmée par le ralentissement des investissements étrangers lorsque la réalisation de bénéfices moindres est considérée comme ayant un impact direct sur notre continent et notre population. Elle est encore plus forte lorsque nous acceptons que l'ordre international fondé sur des règles n'a pas servi les intérêts de l'Afrique. Au contraire, elle a préservé un statu quo dans lequel les grandes puissances mondiales conservent leur position dominante par rapport au Sud et à l'Afrique en particulier

RÉORGANISER – Que se passe-t-il lorsque les États africains se réunissent ?

Une vision africaine de l'ordre mondial serait fondée sur le principe d'égalité et sur la nécessité de réparer les erreurs historiques. La tradition politique et intellectuelle de l'Afrique s'appuie sur son expérience de continent en quête de liberté, tirant des enseignements des luttes anticoloniales et antiapartheid. L'accent mis sur l'autodétermination apparaît clairement dans le travail de nombreux gouvernements africains pour faire progresser le développement économique, qui est la forme

⁹ L'ordre de l'oppression La quête africaine d'un nouveau système international Timothy Murithi,

<https://www.foreignaffairs.com/africa/global-south-un-order-oppression>

¹⁰ <https://www.uneca.org/chapter/economic-report-africa-2020/private-sector-africa>

¹¹ Publication : Africa's Pulse, n° 27, avril 2023 : Tirer parti de la richesse des ressources pendant la transition vers une économie à faible émission de carbone <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/9fb2e192-d542-4cb9-a4c7-5a0dc71f6306>

ultime de l'autonomisation. La solidarité entre les États et les sociétés d'Afrique a contribué à soutenir les campagnes contre le colonialisme et l'apartheid au XXe siècle. Aujourd'hui, ce sentiment sous-tend l'UA et son Agenda 2063, un plan de développement qui vise à transformer le continent en une puissance économique. Et bien que le projet panafricain soit encore en cours de réalisation – et qu'il reste encore beaucoup à faire pour consolider la gouvernance démocratique sur l'ensemble du continent – il a beaucoup à apprendre au monde.

RÉORGANISER implique de prendre en main son destin manifeste et d'exercer son droit souverain à l'autodétermination. Dans un système qui s'efforce depuis trop longtemps d'éroder et de saper cette autodétermination, on assiste à un véritable « soulèvement de l'Afrique ». En 2022, [le Groupe africain](#) aux Nations Unies, sous la direction de la République du Nigeria, a fait adopter une résolution sur la « **Promotion d'une coopération fiscale internationale inclusive et efficace aux Nations Unies** ». Il s'agit d'une étape importante pour renforcer la voix des États africains sur les questions fiscales par l'intermédiaire des Nations unies, mais surtout d'un rééquilibrage de la dynamique du pouvoir par rapport à l'OCDE, qui défend les intérêts de ses membres du Nord. [En 2023, les ministres africains des finances](#) ont appelé unilatéralement à une refonte complète de l'architecture financière mondiale et à un réexamen complet du cadre commun du G20 sur le traitement de la dette. Cette décision a été prise en raison de son inefficacité à résoudre la crise de la dette profonde qui touche des pays comme la Zambie, l'Éthiopie, le Tchad et le Ghana, qui n'ont pas encore bénéficié de ce cadre. L'appel des ministres africains a forcé les créanciers tels que le FMI et d'autres à prendre conscience du mécontentement de l'Afrique quant à la manière dont la crise de la dette est gérée.

Au niveau politique, le joug du colonialisme se défait peu à peu. Bien qu'ils ne disposent pas d'un siège de représentant permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, les États membres africains ont fait preuve d'un pragmatisme dans l'exercice de leur pouvoir qui en a choqué plus d'un, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'hémicycle du Conseil de sécurité. Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie l'année dernière, de nombreux pays africains ont refusé d'adopter une position ferme contre Moscou. Dix-sept États africains ont refusé de voter en faveur d'une résolution des Nations unies condamnant la Russie, et la plupart des pays du continent ont maintenu des liens économiques et commerciaux avec Moscou malgré les sanctions occidentales. En réponse, les États-Unis et d'autres pays occidentaux ont reproché aux dirigeants africains de ne pas défendre l'ordre international « fondé sur des règles », considérant la neutralité africaine dans le conflit ukrainien comme une trahison des principes libéraux. Lors d'un voyage au Cameroun en juillet 2022, le président français Emmanuel Macron a déploré l'« hypocrisie » des dirigeants africains et leur a reproché de refuser « d'appeler une guerre une guerre et de dire qui l'a commencée ».

REORGANISER, c'est s'autodéterminer et faire preuve de résilience pour la cause. [Les dirigeants africains arrivent sur la scène internationale non pas en tant que subordonnés, mais en tant qu'égaux.](#)¹² C'est l'héritage de Thomas Sankara, dont l'idée était de mettre en place des politiques qui créent une identité commune en encourageant la coopération et le soutien mutuel pour atteindre des objectifs ambitieux.¹³

REMOBILISER – Pourquoi l'Afrique doit-elle se préoccuper de la polycrise ?

¹² [Regarder à partir de la minute 9:19](#)

¹³ Plus que le « Che de l'Afrique » : La vie et l'héritage de Thomas Sankara [1 décembre 2022](#) / [History Design Lab](#) Par Noah Elazar

Le continent africain est confronté à une **poly-crise** comprenant les contrecoups de la pandémie de Covid-19, une urgence climatique et les retombées du conflit en Europe au niveau mondial. Cette polycrise s'aggrave aux niveaux continental et national, car la dette des pays, l'austérité, la consolidation fiscale, l'instabilité politique et l'instabilité électorale menacent toutes l'action des citoyens africains. Le déficit démocratique qui existe dans l'ensemble de l'architecture mondiale¹⁴ et continentale érode les droits des citoyens à demander des comptes aux dirigeants et à exiger d'être représentés dans la manière dont les décisions sont prises. Au lieu de cela, les citoyens africains ne subventionnent pas seulement les politiques néolibérales par le biais d'une fiscalité régressive, mais ils subventionnent également la démocratie et la gouvernance démocratique par le biais de frais d'utilisation et de la privatisation des services publics.

La **REMOBILISATION** en tant qu'Africains repose sur un front commun et uni dans tous les domaines de notre société et de notre engagement à l'intérieur du continent et à l'extérieur, vers le reste du monde. Pour se remobiliser, il est utile de rappeler qu'il existait une société africaine organisée avant la période coloniale. Cette société était organisée selon ce que l'on considère aujourd'hui comme des principes de transparence, de responsabilité, de gouvernance, de participation et de succession. Les systèmes et institutions politiques africains étaient traditionnellement fondés sur la parenté et la lignée (c'est-à-dire l'ascendance commune), sanctionnées par un mythe fondateur. La lignée était une force puissante et efficace pour l'unité et la stabilité dans l'Afrique ancienne. Chaque lignée avait son chef, choisi en fonction de l'âge, de la maturité et de la relation avec les ancêtres. Dans toutes les sociétés africaines indigènes, l'organisation politique commençait au niveau du lignage ou du village.¹⁵

Par conséquent, la **REMOBILISATION** est un engagement à accepter que le système dans lequel l'Afrique opère n'est pas adapté à son objectif. Le président tanzanien Nyerere¹⁶ a qualifié le FMI d'instrument permettant aux forces puissantes de certains pays riches d'accroître leur pouvoir sur les pays pauvres il y a plusieurs décennies. Plus récemment, les présidents Ruto du Kenya et Hichilema de Zambie ont exprimé des sentiments similaires alors que leurs économies commencent à sombrer sous le poids de leurs dettes. Les conditions objectives exigent de repenser l'Afrique comme un agent du système international, plutôt que comme une victime passive d'un ordre prédateur et anarchique. Les défis actuels auxquels est confronté l'ordre international libéral de l'après-guerre rendent cette réimagination impérative.¹⁷

Comment l'Afrique peut-elle se **REMOBILISER** en reconnaissant notre unité d'objectif dans un système qui est truqué contre nous ? C'est briser les plafonds paternalistes et apprécier le rôle des femmes et des jeunes sur notre continent. Thomas Sankara a reconnu la valeur des femmes «... *et de leur travail domestique dans son projet. Il a encouragé les femmes à rejoindre le marché du travail et les hommes à reconnaître la contribution des femmes à leur société. Si l'on considère que le travail domestique des femmes est encore largement sous-estimé dans le monde, il y a certainement des leçons à tirer de Sankara* ». ¹⁸ Il s'agit de reconnaître que la population millionnaire d'Afrique devrait augmenter de 42 % au cours des dix prochaines années, pour atteindre environ 195 000 personnes d'ici à 2032. Beaucoup d'entre eux seront des femmes et des jeunes. En dehors du continent, la **REMOBILISATION** profite du mécontentement croissant du système international. Comme l'ont déclaré conjointement la première ministre Mia Motley et le président Hakainde Hichilema : « **Les**

¹⁴ <https://afrodad.org/covid-19-debt-vulnerabilities-opportunity-to-reform-debt-restructuring-mechanisms/>

¹⁵ [L'idéologie politique des systèmes et institutions politiques indigènes africains de l'Antiquité au XIXe siècle, Guy Martin](#)

¹⁶ [Macmillan International Political Economy Series](#)

¹⁷ Réimaginer l'Afrique : Un continent en transition et ses implications pour l'ordre mondial, Clement Adibe

¹⁸ *ibid*

crises mondiales convergentes de Covid-19, du climat et de la faim ont démontré que le système financier mondial actuel n'est pas à la hauteur...».¹⁹

Par conséquent, il est urgent que l'Afrique et les Africains fassent avancer le programme de réforme de l'architecture de la dette, qui doit aller au-delà du financement. Compte tenu de la prolifération du marché des créanciers, les pays débiteurs ne devraient pas avoir à envisager une double peine s'ils veulent restructurer leur dette ou demander des moratoires. En outre, la réinitialisation du fonctionnement de l'économie mondiale devrait s'attaquer aux mauvais comportements systémiques qui induisent des profits tirés de l'endettement, à la génération et à la circulation de flux financiers illicites, et obliger les agents privés à rendre compte de leur comportement trompeur qui sape la production de recettes fiscales, créant ainsi un terrain fertile pour l'endettement.

5. Piliers de la conférence

L'AfCoDD reposera sur trois piliers :

- i. **Politique** – Ce pilier se concentrera sur l'engagement et le rôle de l'Afrique dans l'architecture financière et de la dette actuelle en tant que preneur de règles et preneur de dette et sur la recherche d'un nouveau consensus politique pour une nouvelle architecture de la dette dans laquelle l'Afrique est un créateur de règles et un négociateur de la dette. L'expérience de l'Afrique en matière de résolution de la dette a toujours été désordonnée et prolongée. Il s'agira également d'explorer l'idée d'une intersection entre la politique étrangère de l'Afrique et la politique économique, commerciale et de sécurité, ainsi que la manière de développer ce cadre politique.
- ii. **Recherche et idéation** – Ce pilier vise à contribuer à la connaissance panafricaine et aux perspectives intellectuelles de la dette, du financement du développement et de la transformation structurelle de l'Afrique. Une revue des articles sélectionnés pour présentation sera lancée à l'occasion de l'AfCoDD.
- iii. **Mobilisation publique #SisiNdioTuko** – Ce pilier concerne la construction d'un mouvement civique national de manière durable au-delà de la crise actuelle de la dette. Les citoyens des pays en développement et leurs gouvernements doivent saisir l'occasion offerte par la Covid-19 pour exiger un nouveau mécanisme de résolution de la dette qui tienne compte de la légalité, de la légitimité et de la durabilité des dettes.

6. Objectifs – Engager un dialogue politique et un partage d'informations et de connaissances sur la manière de relever les défis du financement du développement de l'Afrique dans le contexte des multiples crises auxquelles le continent est confronté.

- i. **Appeler à des réformes de l'architecture financière mondiale qui régit la dette publique :** Les principes et les mécanismes qui protègent les pays débiteurs des créanciers profiteurs doivent être revus sur la base de la suspension, de la renégociation, de la restructuration et de l'annulation. Il s'agit notamment de prendre en compte l'évolution du paysage des créanciers et la prolifération des instruments de dette à la disposition des gouvernements africains. Un nouveau mécanisme de restructuration de la dette souveraine qui serait contraignant pour tous les créanciers, y compris les créanciers commerciaux, et qui ferait en sorte qu'il soit difficile pour les créanciers non solvables d'empêcher les restructurations de la dette souveraine.

¹⁹ [La première ministre de la Barbade, Mia Motley, et le président de la Zambie, Hakainde Hichilema, 2022](#)

- ii. **Rechercher des solutions significatives au problème de la dette** : La crise financière dans laquelle se trouvent les gouvernements africains a été aggravée par les effets prolongés de la pandémie mondiale de Covid-19. Les pressions exercées par le remboursement de la dette dans un contexte de baisse des recettes obligent les gouvernements africains à sacrifier la protection des citoyens contre les aléas de la pandémie au profit du remboursement des créanciers. Soutenir la proposition de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement en faveur d'une Autorité internationale de la dette des pays en développement qui superviserait les moratoires temporaires globaux.
- iii. **Appel à colmater les fuites financières** : L'Union africaine doit s'attacher à combler les fuites financières, notamment en s'attaquant aux flux financiers illicites et en soutenant les initiatives qui stimulent la mobilisation des ressources nationales pour lutter contre la pandémie. La question des flux financiers illicites, de la dette, des paradis fiscaux, de la culture d'entreprise agressive et de la privatisation du développement est de plus en plus préoccupante. On estime que l'Afrique pourrait gagner 89 milliards de dollars par an en freinant les flux financiers illicites. Le statu quo qui régit la finance mondiale est faussé, les flux financiers illicites représentant un double vol : une expropriation de fonds qui prive également des milliards de personnes d'un avenir meilleur.

7. Format

L'AfCoDD se tiendra en personne et sera retransmise en direct sur toutes nos plateformes de médias sociaux.

8. Calendrier

L'AfCoDD se tiendra sur 3 jours entre le 30 août et le 1^{er} septembre 2023 à Dakar, au Sénégal, et sera organisée sous la forme d'une conférence hybride physique et virtuelle. Pour plus d'informations, veuillez contacter John Oduk john@afrodad.org et Aurore Sokpoh eventscoordinator@afrodad.org

-FIN-

ⁱ AFRODAD a averti en 2021 qu'un cycle plus approfondi de consolidation fiscale et de programmes d'austérité du FMI serait au centre de leurs programmes d'allègement de la dette dans le but de protéger les intérêts des créanciers et les remboursements aux actionnaires de la dette africaine.

ⁱⁱ Les pays d'Afrique subsaharienne empruntent de l'argent pour faire face à la pandémie. Mais le service de ces dettes implique l'austérité par la suite – et les coupes sombres dans les soins de santé qui s'ensuivent [toucheront surtout les femmes](#).

ⁱⁱⁱ La pandémie mondiale de Covid-19 a été [un choc sans précédent](#). Une crise sanitaire qui a bloqué l'ensemble de l'écosystème économique et commercial mondial pendant près d'un an ; une crise sanitaire qui continue à [reconstituer](#) le [conditionnement social](#) naturel des [êtres humains](#) ; une crise sanitaire qui a démontré que la [rhétorique politique](#) fait exactement ce qui est écrit sur la boîte : « écoutez mes paroles, mais ne voyez pas mes actes » ; et une crise sanitaire qui a [exposé de manière éhontée l'appétit insatiable](#) de profit, d'inégalité et de pouvoir.

^{iv} <https://www.theguardian.com/technology/2021/may/04/amazon-sales-income-europe-corporation-tax-luxembourg> Cet article démontre à quel point l'architecture financière internationale est biaisée en faveur des



entreprises multinationales et comment les profits dominant l'arène politique mondiale au détriment des personnes.